Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2017)

Heft: 2157

Artikel: Le rôle des crises financières dans la montée des populismes : l'analyse historique est passionnante et montre que d'autres facteurs interviennent également

Autor: Perret, Virgile

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1014276

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

ne cause de plus considérables préjudices. N'est-ce pas là l'essentiel?

Il n'en reste pas moins que ces substantielles masses d'argent aujourd'hui stockées dans des comptes à l'étranger pourront revenir sur les marchés dès le moment où la situation économique reprendra du vif. Le risque ne sera-t-il pas alors qu'elles inondent les marchés? Dans ce cas, au lieu de conserver un paisible renchérissement de 2%, ne risque-t-on pas d'entrer dans une phase de forte inflation? Il y a là des risques réels.

Parviendrons-nous à les maîtriser? Ce seront de beaux défis à relever par nos autorités, BNS en tête. Mais avant de vouloir à nouveau peindre l'avenir en noir alors que nous ne sommes pas encore vraiment sortis de la crise actuelle, on peut commencer par reprendre son souffle. Et se dire aussi que l'hypothèse d'une forte inflation n'est pas encore vraiment d'actualité. Et même que nous en sommes encore loin.

Le rôle des crises financières dans la montée des populismes

L'analyse historique est passionnante et montre que d'autres facteurs interviennent également

Virgile Perret - 12 mars 2017 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/31173

Du Brexit à l'élection de Donald Trump en passant par la montée du Front national en France, la liste est longue d'événements venant accréditer l'idée selon laquelle la crise financière de 2007-2008 et ses multiples soubresauts sont au moins en partie responsables de la montée des populismes et de la tentation du repli national.

Si elle trouve désormais un certain écho dans l'opinion publique, la thèse d'un lien de cause à effet entre crise financière et populismes est-elle pour autant fondée?

Le vote pour l'extrême-droite augmente d'un tiers

Une recherche récente, qui se distingue par son ambition scientifique, a analysé ce phénomène de manière systématique dans 20 démocraties avancées entre 1870 et 2014, passant au peigne fin plus de 100 crises financières et 800 élections.

Les résultats sont d'une netteté accablante. Les crises financières augmentent en moyenne d'un tiers le vote pour l'extrême-droite, engendrent une fragmentation politique qui rend la gouvernance post-crise plus difficile et déclenchent différentes formes de contestation sociale dans les rues (grèves générales, manifestations).

Les récessions *«normales»*, c'est-à-dire qui n'impliquent pas de crise financière, ne produisent pas de tels effets. Cette différence s'explique par le fait que les crises financières sont perçues comme un échec de la part d'élites politiques entretenant des liens de collusion avec la finance.

Autre explication: les crises financières ont généralement des répercussions massives et spectaculaires (chômage, faillites) et impliquent des opérations de sauvetage des banques avec de l'argent public. Ces opérations sont financées par des réductions des dépenses publiques et des hausses d'impôts et sont par conséquent très impopulaires.

Un retour à la normale après 10 ans?

Mais l'étude comporte aussi un résultat qui se veut plus rassurant: les effets des crises financières s'estompent après 5 ans, et 10 ans plus tard la vie politique reprend son cours normal. Or, 10 ans après 2007, nous nageons toujours en pleine flambée de populismes

d'extrême-droite mais aussi dans une certaine mesure d'extrême-gauche. Comment cela se fait-il? Deux types d'explication sont possibles.

D'une part, outre l'intensité et la longueur de la crise, sa gestion en Europe – et en particulier l'échec des politiques d'austérité soutenues par tous les partis de gouvernement historiques – a provoqué une désaffection de l'électorat de ces partis vers de nouvelles forces politiques.

D'autre part, même si la crise financière joue un rôle important, elle ne constitue pas, à elle seule, une explication suffisante. D'autres facteurs, exogènes à la crise, favorisent la poussée des mouvements radicaux.

L'impact des politiques d'austérité

En Europe, les élites politiques ont opéré dès 2010 un tournant vers l'austérité dans la gestion de la crise, arguant qu'il s'agissait non pas d'une crise d'origine financière mais d'une *«crise des dettes souveraines»*. Ce discours met l'accent sur la responsabilité des gouvernements nationaux dans la débâcle financière et non sur ses causes économiques et financières.

La crise a ainsi été présentée comme résultant d'une succession d'erreurs commises par de *«mauvais élèves»* de l'Europe. Cette manière de voir a profondément divisé l'Europe et suscité une réaction politique divergente. Dans la plupart des *«pays débiteurs»* (Grèce, Espagne, Italie, Portugal, Irlande, Chypre), les mesures d'austérité ont plutôt favorisé l'essor d'une extrême-gauche réclamant une solidarité européenne plus forte. Dans les *«pays créanciers»* (Allemagne, Autriche, Finlande, Pays-Bas, France, etc.), on a plutôt assisté à une poussée de l'extrême-droite refusant la solidarité européenne.

Cette dimension politique de la crise est importante pour comprendre la dynamique qui a porté la montée du populisme en Europe.

La mondialisation

Mais la montée en puissance des partis populistes s'explique par d'autres facteurs, non strictement financiers. En ouvrant les frontières, la mondialisation induit un sentiment de déstabilisation économique et un trouble identitaire dans certaines couches de la population, qui se traduisent par une aspiration au repli sur soi et une quête de réconfort dans une société homogène et protectionniste.

Sur le plan interne, les étrangers deviennent les boucs émissaires de tous les maux et les discours xénophobes prolifèrent sur la diabolisation de cette confortable victime expiatoire. Sur le plan externe, la crise des réfugiés et les attentats terroristes sont mis en avant pour légitimer la nécessité d'un retour des contrôles aux frontières nationales. Le discours populiste s'abreuve également d'une critique de l'*establishment* qui cristallise l'exaspération des citoyens face aux scandales financiers, ainsi qu'aux affaires de corruption qui égrènent l'actualité. Superposés à la crise financière, ces facteurs constituent de puissants ressorts pour les partis populistes.

Et la Suisse?

Le cas de la Suisse inciterait plutôt à relativiser tout lien de cause à effet trop univoque entre crise financière et montée du populisme et à privilégier une analyse plus sensible à une pluralité de facteurs en interaction.

Davantage que l'impact socioéconomique de la crise, qui reste très modéré en Suisse, c'est peut-être le succès d'autres partis populistes européens qui a contribué à galvaniser encore davantage l'UDC, qui domine le paysage politique depuis 1999. Il est vrai que nous assistons ces dernières années à une multiplication des consultations populaires initiées par l'UDC qui, comme l'explique François Cherix, joue un double jeu en étant à la fois un parti gouvernemental et une force démagogique et populiste qui dicte l'agenda politique du pays par des propositions irresponsables qu'elle parvient parfois à faire triompher. Cela a été le cas en particulier avec son initiative *«contre l'immigration de masse»*, approuvée de justesse par le

corps électoral et les cantons le 9 février 2014.

Le discours de l'UDC est caractéristique de cette nouvelle extrême-droite qui se développe en Europe dans le sillage de la crise, qui se nourrit d'une hostilité à l'égard de l'Union européenne et capitalise sur les questions d'ordre migratoire. La crise n'en est pas la seule cause, mais elle joue plutôt un rôle d'amplificateur.

Expresso

Les brèves de DP, publiées dans le Kiosque sur le site

Client choyé à la BCV

Le directeur de la Banque cantonale vaudoise explique qu'il ne peut décemment pas facturer des intérêts négatifs à ses clients. A quelques exceptions près: les clients institutionnels (un autre nom pour les caisses de pension) et une poignée d'autres. Parmi eux l'Etat de Vaud. Les caisses de pension, c'est facile, c'est l'argent des autres. Mais M. Broulis sait-il qu'il a droit à un traitement défavorable? | *Danielle Axelroud Buchmann - 12.03.2017*

Chaises énergétiques

Albert Rösti préside l'UDC, et aussi l'Association suisse pour l'aménagement des eaux (ASAE), l'Action pour une politique énergétique raisonnable (AVES), un lobby pronucléaire, et Swissoil, la faîtière des négociants en combustibles. L'UDC a lancé le référendum contre la Stratégie énergétique 2050 soutenue sans restriction par l'ASAE, mais combattue par l'AVES et par Swissoil. Malgré ce cumul de fauteuils, Albert Rösti risque de se retrouver le cul entre deux chaises. | *Jean-Daniel Delley - 12.03.2017*

Ciment éthique

LafargeHolcim entend participer à la construction du mur anti-clandestins que le président Trump veut ériger à la frontière entre les USA et le Mexique. Lafarge a pourtant longtemps été l'un des groupes français les plus épris de morale; c'était avant son rachat par le suisse Holcim en 2015, selon *Le Monde*. Autant dire que les versements de Lafarge aux djidahistes de l'EI en 2013-14 afin de pouvoir continuer à travailler en Syrie étaient parfaitement éthiques. | *Yvette Jaggi - 13.03.2017*